

**Composition des dossiers de souscription devant être retournés complets à :****La Française - Direction de la clientèle - 128, boulevard Raspail 75006 Paris*****www.la-francaise.com******Tél. : 01 44 56 10 45 - Email : produitsnominatifs@la-francaise.com***

Un E-mail accusant réception de vos dossiers sera adressé à votre conseiller. Notre équipe prendra contact avec celui-ci en cas d'information complémentaire nécessaire à la complétude de l'opération.

**Veillez préparer les documents suivants :**

- Original du bulletin de souscription daté, signé
- Copie de l'ordre de virement ou un chèque libellé à l'ordre de la SCPI
- K-bis de moins de 3 mois (en lieu et place du k-bis pour les associations et congrégations religieuses : extrait du journal officiel; pour les fondations : décret de reconnaissance d'utilité publique)
- Statuts certifiés (si un associé détient plus de 25% du capital social, documents requis : CNI si personne physique - statuts, k-bis, bilans si personne morale)
- Annexe bénéficiaires effectifs
- Copie recto/verso d'une pièce d'identité\* en cours de validité du signataire et pouvoir attribué
- IBAN (relevé d'identité bancaire) pour le paiement des revenus trimestriels

**■ Modalités de règlement :**

- Règlement par l'établissement financier (crédit) : offre de prêt à joindre
- Règlement par prélèvement. Dans ce cas, merci de compléter le mandat SEPA annexé au bulletin de souscription en dernière page
- Règlement par virement sur le compte de la SCPI - cf. RIB ci-dessous

L'intégralité du montant de la souscription doit être réglée lors de la souscription soit par chèque libellé à l'ordre de la SCPI concernée par la souscription, soit par virement au compte ouvert à la banque du CIC Paris Institutionnels (BIC : CMCIFRPPCOR) aux coordonnées bancaires (IBAN) suivantes :

**LF OPPORTUNITE IMMO** : IBAN.....FR76 3006 6109 2600 0200 2170 121

**■ Questionnaire LAB/FT à compléter impérativement (accompagné des pièces justificatives correspondantes) si:**

- Opération >= à 150 000 € (unitaire ou cumul d'opérations sur 1 an glissant)
- Opération impliquant un tiers (Le tiers s'entend comme une personne différente du client : membre de la famille, amis, conseillers, partenaires, associés, chèque de banque...)
- Fonds en provenance de l'étranger
- Le client, le cas échéant son bénéficiaire effectif, est non-résident.
- Bénéficiaire Effectif : Vous êtes une "Personne Politiquement Exposée" (voir annexe)
- La société exerce une activité dans un secteur à risque (voir annexe codes NAF)

\*Si Carte Nationale d'Identité ou passeport périmé : copie de la pièce d'identité périmée et attestation de la demande de renouvellement en Mairie. A noter : les cartes nationales d'identité ayant une date de fin de validité postérieure au 01/01/2014 sont valables 5 ans de plus.

N° associé La Française : \_\_\_\_\_

**IDENTITÉ :**

Dénomination sociale : \_\_\_\_\_

Forme juridique :

 SA SARL SCI Autre \_\_\_\_\_

N° SIRET : \_\_\_\_\_

Code LEI : \_\_\_\_\_

Fiscalité :

 IR IS Autre

(Précisez) : \_\_\_\_\_

Numéro NIF : \_\_\_\_\_

Résidence fiscale :

 France Autre

(précisez) : \_\_\_\_\_

Secteur d'activité (Code NAF/APE) : \_\_\_\_\_

Siège social :

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : \_\_\_\_\_

**Représentée par :**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Dénomination sociale : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : \_\_\_\_\_

N° de portable : \_\_\_\_\_

Email : \_\_\_\_\_

Ce numéro de portable et cette adresse mail seront utilisés pour vous donner accès à votre extranet client.

**SOUSCRIPTION : déclare souscrire à**

Nom de la SCPI	Nombre de parts	Montant unitaire (€ )	Montant de l'acquisition (€ )
LF OPPORTUNITE IMMO		203,00 €	

Nombre de parts en toutes lettres : \_\_\_\_\_

**Règlement :** Par chèque bancaire, libellé au nom de la SCPI Par virement au compte ouvert par la SCPI Par un crédit sollicité auprès de la banque Par prélèvement SEPA

En cas de crédit, préciser le nom de l'organisme : \_\_\_\_\_

**J'(nous) atteste(ons) :**

- que le document d'informations clés m'(nous) a été remis préalablement à la souscription sur un support durable au sens de l'article 314-5 du règlement général de l'AMF,
- avoir reçu sur un support durable au sens de l'article 314-5 du règlement général de l'AMF et avoir pris connaissance du dossier de souscription (statuts, note d'information visée par l'AMF, le cas échéant, son actualisation, le dernier rapport annuel, le bulletin d'information en vigueur, le document d'informations clés),
- avoir pris connaissance des risques, des frais et commissions associés au produit (présentés de manière exhaustive en préambule et au chapitre 3 "Frais" de la note d'information) rempli un questionnaire d'adéquation client avant signature du bulletin de souscription,
- être informé(s) que la Société de Gestion ne garantit pas la revente des parts, que le retrait n'est possible qu'en contrepartie d'une souscription correspondante ou, à défaut si les statuts le prévoient, sous réserve de la constitution et de la dotation du fonds de remboursement, et qu'en cas de parts en attente de retrait depuis au moins 6 mois, conformément aux statuts, la société de gestion aura la faculté de suspendre la variabilité du capital après en avoir informé les associés. Un marché des parts par confrontation des ordres de vente et d'achat se substituera alors temporairement au marché par retrait-souscription,
- être informé(s), que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux, la corruption, le financement du terrorisme et les embargos à caractère financier, l'exécution de la souscription peut être subordonnée à certains renseignements complémentaires à fournir,
- que les parts de la SCPI ne sont pas acquises au bénéfice, direct ou indirect, d'une "US Person" au sens de la réglementation américaine <http://fgrou.pe/USRegul>, cette définition étant reprise sur le site internet du Groupe La Française <http://fgrou.pe/USPerson>

**Je (m'/nous nous) engage(ons) :**

- à informer La Française AM Finance Services de toute modification de mon adresse postale ou électronique,
- à ce que les parts de la SCPI ainsi acquises ne soient pas cédées ou transférées sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou au bénéfice d'une US Person, sous réserve des conditions posées dans les statuts.

Je(nous) confirme(ons) avoir vérifié l'ensemble des informations figurant sur le présent bulletin de souscription et avoir reçu copie de ce bulletin.

Fait en 3 exemplaires à \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_\_

Cachet	Signature souscripteur
Code partenaire DEMO	
Assurez-vous que les éléments précisés en 1re et 2e pages sont joints au bulletin de souscription	

# Annexe bénéficiaires effectifs

Bénéficiaire effectif 1			
Modalités du contrôle sur la société	<input type="radio"/>	a) Détention directe et/ou indirecte de plus de 25% du capital ou des droits de vote	<input type="radio"/>
	Préciser le pourcentage total :		<input type="radio"/>
	b) Exercice d'un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés ou actionnaires		c) Représentant légal (uniquement si aucune personne physique ne remplit les conditions a) ou b)
Civilité, Nom, Prénom			
Date et Lieu de naissance	Le		à
Adresse fiscale			
Numéro d'identification fiscale (NIF) si ENF passive			
Pays NIF			
En l'absence de NIF, veuillez indiquer le motif			
Bénéficiaire effectif 2			
Modalités du contrôle sur la société	<input type="radio"/>	a) Détention directe et/ou indirecte de plus de 25% du capital ou des droits de vote	<input type="radio"/>
	Préciser le pourcentage total :		<input type="radio"/>
	b) Exercice d'un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés ou actionnaires		c) Représentant légal (uniquement si aucune personne physique ne remplit les conditions a) ou b)
Civilité, Nom, Prénom			
Date et Lieu de naissance	Le		à
Adresse fiscale			
Numéro d'identification fiscale (NIF) si ENF passive			
Pays NIF			
En l'absence de NIF, veuillez indiquer le motif			
Bénéficiaire effectif 3			
Modalités du contrôle sur la société	<input type="radio"/>	a) Détention directe et/ou indirecte de plus de 25% du capital ou des droits de vote	<input type="radio"/>
	Préciser le pourcentage total :		<input type="radio"/>
	b) Exercice d'un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés ou actionnaires		c) Représentant légal (uniquement si aucune personne physique ne remplit les conditions a) ou b)
Civilité, Nom, Prénom			
Date et Lieu de naissance	Le		à
Adresse fiscale			
Numéro d'identification fiscale (NIF) si ENF passive			
Pays NIF			
En l'absence de NIF, veuillez indiquer le motif			

# Mandat de Prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, j'autorise/nous autorisons **(A)** LF OPPORTUNITE IMMO à envoyer des instructions à ma/notre banque pour débiter mon/notre compte du montant indiqué sur le bulletin de souscription, et **(B)** ma/notre banque à débiter mon/notre compte conformément aux instructions de LF OPPORTUNITE IMMO.

Je/nous bénéficierai/bénéficierons du droit d'être remboursé par ma/notre banque selon les conditions décrites dans la convention que j'ai/nous avons passée avec elle.

Toute demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de mon/notre compte pour un prélèvement autorisé.

Les informations contenues dans le présent mandat sont destinées à n'être utilisées que par LF OPPORTUNITE IMMO pour la gestion de sa relation avec son client et la réalisation des prélèvements SEPA.

Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification et d'oppositions tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée.

Ces droits ne sont pas absolus et chacun de ces droits est soumis à certaines conditions conformément au droit français (toute législation applicable en matière bancaire et financière).

Vous disposez également du droit de définir les directives relatives au sort de vos Données à Caractère Personnel après votre décès.

Dans ce cadre, vous pouvez contacter la société Groupe La Française à tout moment par courrier en écrivant à l'adresse suivante :

Groupe La Française - Délégué à la Protection des Données - 128, boulevard Raspail - 75006 PARIS ou par email à : [dpo@la-francaise.com](mailto:dpo@la-francaise.com)

**Titulaire du compte:** \_\_\_\_\_

Référence (RUM): La référence unique de mandat utilisée pour prélever votre compte bancaire sera égale à l'IBAN du compte que vous nous précisez ci-dessous. (les prélèvements sur compte épargne ne sont pas autorisés).

**Compte à débiter :**

BIC \_\_\_\_\_

IBAN \_\_\_\_\_

**Créancier :**

Créancier : LF OPPORTUNITE IMMO

Identifiant créancier SEPA (ICS) : FR36ZZZ822CCD

Adresse : 128, boulevard Raspail - 75006 PARIS 06

Fait le \_\_\_\_\_ A \_\_\_\_\_

**Signature du ou des titulaires du compte**

**Formulaire FATCA/CRS**

L'échange automatique de renseignements bancaires et financiers (\*) impose aux institutions financières une transmission systématique de données relatives à leurs clients.

Ces données, qui concernent notamment, les soldes de comptes, les revenus financiers et la résidence fiscale des clients, sont réunies par le groupe La Française pour être transmises à l'administration fiscale française, laquelle les retransmet le cas échéant à son tour à l'administration fiscale de chaque Etat dans lequel l'entité (ou les personnes détenant le contrôle de l'entité) est résidente à des fins fiscales.

Nous vous remercions donc de bien vouloir compléter l'auto - certification de résidence fiscale ci - dessous et de fournir toutes les informations complémentaires demandées. Cette auto - certification de résidence fiscale doit être remplie par chaque entité personne morale.

(\*) Ces obligations résultent de:

- La loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord Intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en oeuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers («**FATCA**»);
- La directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal («**DAC**»), et
- L'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatif aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 («**Common Reporting Standard**» ou «**CRS**»).

**Section 1 - Identification**

<b>A. Dénomination ou raison sociale</b>	
<b>B. Pays de constitution de l'entité</b>	
<b>C. Adresse de l'entité</b>	
<b>D. Adresse postale (si différente de l'adresse indiquée ci - dessus)</b>	

**Section 2 - Pays de résidence fiscale**

Veillez indiquer ci-dessous, votre ou vos pays de résidence fiscale, en toutes lettres ainsi que le(s) Numéro(s) d'Identification Fiscale(NIF) et le « Legal Entity Identifier » (LEI).

<b>Pays de résidence fiscale</b>	Numéro d'identification fiscale (NIF) Pour les résidents fiscaux en France, il s'agit du n°SIREN	Legal Entity Identifier (LEI) (si applicable)	En l'absence de NIF, veuillez indiquer le motif

Si l'entité est immatriculée, constituée ou résidente US, veuillez également fournir un formulaire W9.



**Section 3 - Statut du déclarant**

Veillez compléter cette section avec le statut FATCA et CRS de l'Entité (sauf si vous avez indiqué en section 2 que l'entité est résidente fiscale américaine). Les définitions des statuts sont indiquées en Annexes.

<b>STATUT CRS</b>	
<b>Institution Financière (IF)</b>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
Si oui, Veuillez cocher la catégorie correspondante	<input type="checkbox"/> Institution financière déclarante
	<input type="checkbox"/> Institution financière non-déclarante
	<input type="checkbox"/> Institution Financière – Entité d'investissement située dans un pays non signataire de CRS

<b>Entité Non-Financière (ENF)</b>	
A compléter uniquement si vous n'êtes pas une institution financière	
Veillez cocher la catégorie correspondante	<input type="checkbox"/> ENF Active - société cotée en bourse ou filiale d'une société cotée en bourse
	<input type="checkbox"/> ENF Active – entité gouvernementale ou publique
	<input type="checkbox"/> ENF Active – organisation internationale
	<input type="checkbox"/> ENF Active – autre que celles listées ci-avant
	<input type="checkbox"/> ENF Passive (voir annexe)

<b>STATUT FATCA</b>	
<b>Institution Financière (IF)</b>	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON
Si oui, Veuillez cocher la catégorie correspondante	Institution Financière enregistrée Veuillez indiquer votre GIIN et préciser la catégorie : <input type="checkbox"/> Reporting Model 1 (IGA 1) <input type="checkbox"/> Reporting Model 2 (IGA 2) <input type="checkbox"/> Participante (Final Regulations) GIIN
	Institution Financière non enregistrée Veuillez préciser la catégorie : <input type="checkbox"/> non déclarante d'un pays IGA <input type="checkbox"/> non participante <input type="checkbox"/> Autre (exemple : certifiée réputée conforme ...) * *Veillez également remplir un formulaire W8BENE.

<b>Entité Non-Financière (ENF)</b>	
A compléter uniquement si vous n'êtes pas une institution financière	
Veillez cocher la catégorie correspondante	<input type="checkbox"/> ENF Active - société cotée en bourse ou filiale d'une société cotée en bourse
	<input type="checkbox"/> ENF Active – entité gouvernementale ou publique
	<input type="checkbox"/> ENF Active – organisation internationale
	<input type="checkbox"/> ENF Active – autre que celles listées ci-avant
	<input type="checkbox"/> ENF Passive (voir annexe)



**Section 4 - Déclaration et signature**

Nous reconnaissons que les informations contenues dans ce formulaire peuvent être transmises ou échangées avec les autorités fiscales compétentes.  
 Nous déclarons que toutes les affirmations faites dans ce formulaire sont exactes et complètes.  
 Nous prenons l'engagement d'informer le Groupe La Française dans les 30 jours de tout changement de circonstances et de vous fournir une nouvelle autocertification mise à jour si un ou plusieurs des élément(s) de la présente autocertification deviendrait(en)t incorrect(s).

Personne habilitée n°1 :

<b>Nom et Prénom</b>	
<b>Date</b>	
<b>Signature</b>	

Personne habilitée n°2 :

<b>Nom et Prénom</b>	
<b>Date</b>	
<b>Signature</b>	



## Annexe – Définitions

**Institution Financière** : L'expression "Institution financière" désigne un Établissement gérant des dépôts de titres, un Établissement de dépôt, une Entité d'investissement ou un Organisme d'assurance particulier.

**Entité d'investissement** : L'expression "Entité d'investissement" désigne toute Entité :

a) qui exerce comme activité principale une ou plusieurs des activités ou opérations suivantes au nom ou pour le compte d'un client :

i) transactions sur les instruments du marché monétaire (chèques, billets, certificats de dépôt, instruments dérivés, etc.), le marché des changes, les instruments sur devises, taux d'intérêt et indices, les valeurs mobilières ou les marchés à terme de marchandises ;

ii) gestion individuelle ou collective de portefeuille ; ou

iii) autres opérations d'investissement, d'administration ou de gestion d'Actifs financiers ou d'argent pour le compte de tiers ; ou

b) dont les revenus bruts proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'Actifs financiers, si l'Entité est gérée par une autre Entité qui est un Établissement de dépôt, un Établissement gérant des dépôts de titres, un Organisme d'assurance particulier ou une Entité d'investissement décrite au point a).

Une Entité est considérée comme exerçant comme activité principale une ou plusieurs des activités visées au point a), ou les revenus bruts d'une Entité proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'Actifs financiers aux fins du point b) de la DAC, si les revenus bruts de l'Entité générés par les activités correspondantes sont égaux ou supérieurs à 50 % de ses revenus bruts durant la plus courte des deux périodes suivantes: i) la période de trois ans se terminant le 31 décembre de l'année précédant l'année au cours de laquelle le calcul est effectué; ou ii) la période d'existence de l'Entité si celle-ci est inférieure à trois ans. L'expression "Entité d'investissement" exclut une Entité qui est une ENF active, parce que cette entité répond aux critères visés aux points D 8 d) à D 8 g) de la DAC.

**Entité Non Financière (ENF)** : Le terme "ENF" désigne une Entité qui n'est pas une Institution financière.

**ENF Passive** : L'expression "ENF passive" désigne : i) une ENF qui n'est pas une ENF active ; ou ii) une Entité d'investissement décrite au point A 6) b) de la DAC qui n'est pas une Institution financière d'une Juridiction partenaire

**ENF Active** : L'expression "ENF active" désigne toute ENF qui satisfait à l'un des critères suivants :

a) moins de 50 % des revenus bruts de l'ENF au titre de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des revenus passifs et moins de 50 % des actifs détenus par l'ENF au cours de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des actifs qui produisent ou qui sont détenus pour produire des revenus passifs ;

b) les actions de l'ENF font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ou l'ENF est une Entité liée à une Entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ;

c) l'ENF est une Entité publique, une Organisation internationale, une Banque centrale ou une Entité détenue à 100 % par une ou plusieurs des structures précitées ;

d) les activités de l'ENF consistent pour l'essentiel à détenir (en tout ou en partie) les actions émises par une ou plusieurs filiales dont les activités ne sont pas celles d'une Institution financière, ou à proposer des financements ou des services à ces filiales. Une Entité ne peut prétendre à ce statut si elle opère (ou se présente) comme un fonds de placement, tel qu'un fonds de capital-investissement, un fonds de capital-risque, un fonds de rachat d'entreprise par endettement ou tout autre organisme de placement dont l'objet est d'acquérir ou de financer des sociétés puis d'y détenir des participations à des fins de placement ;

e) l'ENF n'exerce pas encore d'activité et n'en a jamais exercé précédemment, mais investit des capitaux dans des actifs en vue d'exercer une activité autre que celle d'une Institution financière, étant entendu que cette exception ne saurait s'appliquer à l'ENF après expiration d'un délai de 24 mois après la date de sa constitution initiale ;

f) l'ENF n'était pas une Institution financière durant les cinq années précédentes et procède à la liquidation de ses actifs ou est en cours de restructuration afin de poursuivre ou de reprendre des transactions ou des activités qui ne sont pas celles d'une Institution financière ;

g) l'ENF se consacre principalement au financement d'entités liées qui ne sont pas des Institutions financières et à des transactions de couverture avec ou pour le compte de celles-ci et ne fournit pas de services de financement ou de couverture à des Entités qui ne sont pas des Entités liées, pour autant que le groupe auquel appartiennent ces Entités liées se consacre principalement à une activité qui n'est pas celle d'une Institution financière.



# Renseignements particuliers SCPI

## LF OPPORTUNITE IMMO

### SOCIÉTÉ DE GESTION

La Française Real Estate Managers - 399 922 699 RCS PARIS - 128, boulevard Raspail 75006 PARIS 06 - 01 44 56 10 00

La société de gestion de portefeuille La Française Real Estate Managers a obtenu l'agrément AMF, n°GP-07000038 du 26 juin 2007 et ayant reçu l'agrément AIFM au titre de la directive 2011/61/UE en date du 24 juin 2014.

Sociétés Civiles de Placement Immobilier à capital variable ayant pour objet social l'acquisition et la gestion d'un patrimoine immobilier locatif détenu directement ou indirectement. Les notes d'information prévues par les textes ont reçu le visa de l'Autorité des Marchés Financiers délivré en application des articles L 411-1, L 411-2, L 412-1 et L 621-8 du Code Monétaire et Financier. Les visas attribués par l'AMF n'indiquent pas pour autant que l'AMF approuve ou cautionne la souscription dans ces produits.

**Avertissement à l'investisseur :** Les parts de SCPI sont des supports de placement à long terme et doivent être acquises dans une optique de diversification de votre patrimoine. La durée de placement minimale recommandée par la société de gestion est de 9 ans.

**Avis sur la difficulté du produit :** vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.

**Principaux risques :** absence de rentabilité potentielle ou perte de valeur, risque de liquidité, perte en capital, capital investi non garanti.

La rentabilité d'un placement en parts de SCPI est de manière générale fonction :

- des dividendes potentiels ou éventuels qui vous seront versés. Ceux-ci dépendent des conditions de location des immeubles, et peuvent évoluer de manière aléatoire en fonction de la conjoncture économique et immobilière (taux d'occupation, niveau de loyers) sur la durée totale du placement

- du montant de capital que vous percevrez, soit lors de la revente de vos parts ou le cas échéant de la liquidation de la SCPI. Ce montant n'est pas garanti et dépendra de l'évolution du marché de l'immobilier sur la durée totale du placement.

Les SCPI peuvent recourir à l'endettement. Les caractéristiques d'endettement peuvent être différentes selon les SCPI. Vous pouvez retrouver ces éléments en vous référant à la note d'information pour en connaître les modalités (paragraphe « Politique d'investissement ») et/ou aux statuts de la SCPI.

**L'investisseur est invité à prendre connaissance des facteurs de risques détaillés dans la note d'information.**

#### A l'attention du souscripteur :

**Crédit :** L'obtention d'un financement pour la souscription à crédit de parts de SCPI n'est pas garantie et dépend de la situation patrimoniale, personnelle et fiscale de chaque client. Le souscripteur ne doit pas se baser sur les seuls revenus issus de la détention de parts de SCPI pour honorer les échéances du prêt compte tenu de leur caractère aléatoire. En cas de défaut de remboursement, l'associé peut être contraint à vendre ses parts de SCPI et supporter un risque de perte en capital. L'associé supporte également un risque de remboursement de la différence entre le produit de la cession des parts de la SCPI et le capital de l'emprunt restant dû dans le cas d'une cession des parts à un prix décoté.

**Fiscalité :** Le rendement de la SCPI pourra être impacté par la fiscalité appliquée dans les pays dans lesquels elle détiendra des actifs et/ou l'existence ou pas de conventions fiscales que la France aurait pu conclure avec eux. Les informations délivrées par la Société de Gestion ne sauraient se substituer à celles fournies dans le cadre d'un conseil fiscal individuel et l'attention de tous les investisseurs est attirée sur le fait que la taxation des plus-values et revenus éventuels est dépendante de leur situation fiscale personnelle et, qu'elle peut évoluer au cours de la période de détention des parts de la SCPI.

#### LF OPPORTUNITE IMMO

752 974 089 RCS Paris

Société au capital maximum de 300 000 000,00 €

Conditions de souscription à dater du 01/03/2022

Prix de souscription de 203,00 € net de tout autre frais dont 10.80 % TTC (9.00 % HT) de commission de souscription prélevée sur la prime d'émission\*, composé de :

Nominal : 150,00 €

Prime d'émission : 53,00 €

Minimum statutaire : 1 part

Mise en jouissance : Premier jour du sixième mois qui suit le mois de souscription

VISA AMF : la note d'information a reçu le visa SCPI n° 22-12 en date du

12.08.2022.

**\*COMMERCIALISATION :** Conformément aux dispositions réglementaires, nous vous informons que la société de gestion reverse une partie des frais de souscription aux commercialisateurs. Cette rémunération se fait donc sans charge supplémentaire pour les associés ou souscripteurs de parts de la SCPI. Par ailleurs, le souscripteur a été informé par son Conseiller de l'ensemble des coûts et frais liés au produit/à la commercialisation du produit (y compris le niveau de son commissionnement). Le souscripteur peut se rapprocher de son prescripteur, s'il le désire, pour obtenir des informations complémentaires à celles déjà en sa possession.

**LOI INFORMATIQUE ET LIBERTÉS / PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :** Les informations recueillies sur ce document sont enregistrées dans un fichier informatisé par le responsable de traitement La Française REM pour l'exécution de la souscription, le traitement des opérations, le respect des obligations réglementaires, légales, comptables et fiscales ainsi que le développement et la prospection commerciale.

La Française AM Finance Services interviendra en tant que sous-traitant pour le traitement administratif de la souscription. Veuillez noter que vous disposez, dans la limite des obligations légales, d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, à la portabilité ainsi qu'un droit d'opposition notamment à l'envoi de communications marketing. Vous disposez également d'un droit de définir des directives relatives au sort de vos données personnelles après votre décès.

Pour exercer ces droits, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : Groupe La Française -Délégué à la Protection des Données- 128, boulevard Raspail - 75006 PARIS, ou par email à [dpo@la-francaise.com](mailto:dpo@la-francaise.com). Pour plus d'informations, veuillez lire notre politique de confidentialité accessible sur le lien suivant :

<https://www.la-francaise.com/fr/politique-de-confidentialite/>

**NOTA :** Le premier acompte est versé prorata temporis en fonction de la date d'entrée en jouissance. Toute souscription reçue postérieurement à la fin d'un mois sera obligatoirement reportée sur le mois suivant.

#### Coordonnées bancaires de règlement :

BIC : CMCIFRPPCOR

IBAN : FR76 3006 6109 2600 0200 2170 121

Les documents légaux (les statuts, la note d'information et, le cas échéant, son actualisation, le rapport annuel du dernier exercice et le bulletin trimestriel en vigueur et le document d'informations clés) sont disponibles sur simple demande et gratuitement auprès de la société de gestion ou sur le site [www.la-francaise.com](http://www.la-francaise.com)